

Aspects culturels de la coopération francophone

Maurice Flory

Volume 5, numéro 2, 1974

La coopération internationale entre pays francophones

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700443ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700443ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Flory, M. (1974). Aspects culturels de la coopération francophone. *Études internationales*, 5(2), 244–251. <https://doi.org/10.7202/700443ar>

ASPECTS CULTURELS DE LA COOPÉRATION FRANCOPHONE

Maurice FLORY *

INTRODUCTION

Il a été affirmé, en diverses circonstances, que le domaine privilégié de la Francophonie est la culture, c'est-à-dire la gestion d'un patrimoine commun, moral et linguistique¹. Une coopération qui s'intitule francophone aura par définition des aspects culturels puisque c'est à partir d'une langue et d'une culture qu'elle entend se définir².

Quelle est cette langue, quelle est cette culture ? À l'origine c'est celle d'une métropole qui a essaimé à différentes époques à partir du XVII^e siècle et en différents lieux : Amérique du Nord, Caraïbes, Mascareignes, Afrique noire, Maghreb... Suivant une évolution générale, la plupart de ces territoires sont aujourd'hui indépendants ; mais ils ont conservé certains caractères hérités de l'ancienne métropole, notamment une imprégnation culturelle et linguistique plus ou moins profonde.

Parmi les pays francophones, certains ont suivi sensiblement la même évolution économique que la France et se trouvent dans le groupe des États industrialisés et riches. Ces pays, Belgique, Canada, France notamment, entretiennent entre eux des relations de coopération facilitées par une commune culture et aussi par un même niveau de vie. Parce que ces relations ne soulèvent pas de problèmes particuliers, nous les écartons de ces quelques réflexions qui sont consacrées à la coopération entre pays francophones inégalement développés.

Une part essentielle de la coopération entre pays francophones relève en effet de la coopération pour le développement. Cette coopération appartient à un certain type

* Professeur à la Faculté de Droit et de Science politique de l'Université d'Aix-Marseille III.

1. Cf. notamment le mot « Francophonie » dans le *Dictionnaire de la Francophonie* de A. de MONTERA et X. CAMPION, édité par l'Association de solidarité francophone, Paris 1969.

2. L'inventaire complet des accords bi- et multilatéraux signés entre pays francophones reste à faire. Pour les accords de coopération culturelle conclus par la France avec les États africains d'expression française et la République malgache, cf. D. SORASIO-ALLO, *La coopération internationale*, Nice, 1971 n° 4, p. 17.

de relations internationales qu'il est possible de définir schématiquement³ ; il s'agit essentiellement d'une coopération bilatérale issue de la colonisation et qui laisse à l'ancienne métropole la position de partenaire privilégié ; mais l'existence d'un groupe d'États francophones va faciliter une certaine diversification des partenaires ; il est possible notamment de recourir à d'autres sources que la métropole pour l'assistance en personnel. Cette possibilité intéressante risquait de rester théorique et c'est pour lui donner plus d'efficacité que les pays francophones ont cherché à passer du bilatéral au multilatéral en créant une Agence de coopération.

Un mécanisme utile existe donc au sein de la Francophonie pour développer les rapports de coopération pour le développement. La fourniture en personnel peut s'en trouver facilitée et l'importance de l'assistance augmentée. Les problèmes qui en résultent n'en seront pas résolus pour autant, et notamment les problèmes culturels que les espoirs fondés sur la Francophonie naissante risquent de minimiser⁴.

I - ESPOIRS ET MIRAGES DE LA FRANCOPHONIE

La Francophonie se présente pour chacun des partenaires comme un multiplicateur potentiel des effets de la coopération. Le pays en voie de développement y prend conscience de l'appartenance à un vaste ensemble qui doit lui éviter les têtes à têtes humiliants et lui fournir aide et assistance selon un clavier plus étendu et donc mieux adapté à ses besoins ; ce que la France n'est pas en mesure d'offrir peut venir de la Belgique ou du Canada ; on peut même songer à mettre en concurrence les pays riches francophones pour obtenir des conditions plus favorables.

La possibilité d'un choix, la perspective d'une multilatéralisation des relations offrent une garantie d'indépendance, de même que l'existence de variantes dans les techniques de développement. La Francophonie ambitionne de ressembler au Commonwealth anglo-saxon, riche et divers dans l'unité d'une langue et d'habitudes communes.

De leur côté, les pays fournisseurs sont favorables à l'image de marque d'un ensemble francophone qui par son ampleur et sa diversité représente, après le monde anglo-saxon et d'une façon plus cohérente que le monde hispanique, un des pôles de développement possible. La langue et la culture française qui constituent historiquement le ciment de cet ensemble, n'est plus l'apanage d'une métropole, mais le patrimoine commun de nombreux peuples. Il peut y avoir dans cette communauté des chefs de file plus favorisés ou plus développés ; il n'y a plus une métropole qui apporte sa civilisation, sa culture, sa langue à des populations dominées ; des nations différentes et d'ailleurs dispersées façonnent quotidiennement et conjointement cette culture appelée Francophonie.

Le sentiment d'appartenir à une même famille, le fait de parler la même langue et de puiser aux mêmes sources culturelles apporte aux États dans leur coopération un sentiment « sécurisant ». La petite république africaine avec sa misère et ses quelques millions d'habitants aura le sentiment d'être épaulée, non plus par la seule ancienne

3. Pour une analyse plus complète, voir notre étude dans l'*Annuaire français de Droit international*, 1973 : « Essai de typologie de la coopération bilatérale pour le développement ».

4. Sur les aspects juridiques des relations culturelles internationales, cf. M. FLORY, « Relations culturelles et Droit international public », *Annuaire français de Droit international*, 1971, p. 61.

métropole, ce qui peut gêner sa susceptibilité nationale, mais par une vaste communauté qui lui offre des choix, des solutions de rechange et, en apparence au moins, respecte davantage sa liberté.

En passant d'une dimension bilatérale à des rapports multilatéraux à la fois au niveau des riches et des sous-développés, l'impact culturel de la coopération francophone devient plus fort, non que ses moyens ou ses méthodes se soient fondamentalement modifiés mais parce qu'ils se sont magnifiés, amplifiés. En apportant une dimension nouvelle aux relations entre pays inégalement développés, la Francophonie rend la coopération plus convaincante et le modèle proposé plus séduisant.

Est-il exact d'ailleurs de parler de modèle ? Sans doute, car les pays francophones riches appartiennent bien, avec des nuances américaines pour le Canada, au même monde, au même type de civilisation qui est celui des démocraties libérales et parlementaires au plan du régime politique et celui du capitalisme occidental à économie de marché au plan du système économique.

Or que va apporter la coopération francophone aux pays en voie de développement qui en font partie ? L'assurance d'une solidarité plus grande dans la recherche et la réalisation des objectifs du développement. Il est bien entendu que chacun reste maître de définir et d'orienter son développement ; mais au delà de cette affirmation de principe, il faut avoir conscience de tout ce que véhicule la coopération, si libérale et respectueuse d'autrui soit-elle.

La coopération pour le développement n'est jamais neutre. Tous les moyens qu'elle utilise exercent une influence plus ou moins profonde. L'aide financière, lorsqu'elle n'est pas gratuite, ce qui est la règle générale, conduit à un endettement qui constitue un instrument de pression dont l'histoire coloniale nous dit l'efficacité. Les commissions mixtes⁵ chargées de la programmation de l'aide et de l'assistance conduisent – il faut bien l'admettre – à une ingérence étrangère dans le développement du pays. Les experts, ou coopérants particulièrement nombreux dans la coopération francophone, représentent autant d'éléments étrangers qui, sur des problèmes parfois fondamentaux, vont réagir avec leur mentalité, leur diagnostic, et leur prospective qui ne saurait être exactement celle des nationaux. Dans le domaine de l'enseignement le coopérant francophone joue un rôle fondamental qui a été admiré sans réserve pendant une quinzaine d'années et qui commence aujourd'hui à être sérieusement contesté ; en effet, même si l'enseignant français n'enseigne plus « nos ancêtres les Gaulois⁶ » au cœur de l'Afrique, même s'il a accepté légalement d'africaniser son enseignement, le résultat reste limité. En effet, quels que soient ses efforts, il ne peut renier la formation profonde qu'il a reçue ; il ne cesse d'être cet homme européen, occidental, riche et « sécurisé ».

5. La plupart des accords de coopération pour le développement de la dernière génération, signés par la France comportent des Commissions mixtes. Ces instances qui se réunissent au niveau ministériel à intervalles réguliers (généralement une fois par an, ou tous les deux ans) pour définir les opérations communes répondent à l'idée d'une véritable coopération entre partenaires souverains. Il faut pourtant admettre que ces Commissions introduisent un partenaire étranger dans la discussion d'opérations de développement interne et que précisément parce qu'on met en présence des pays inégalement développés, ce mécanisme joue à sens unique. Voir aussi avec les transpositions nécessaires M. VIRALLY, « La notion de Programme, un instrument de la coopération multilatérale », *Annuaire français de Droit international*, 1968, p. 530.

6. Jean HILAIRE, « Nos ancêtres les Gaulois », *Annales Africaines*, 1964, p. 7.

De toute façon il n'est là que de passage, ne parlant pas la vraie langue du pays, continuant à vivre avec ses habitudes, sa famille et son niveau de vie et somme toute, peu préparé à entrer dans un monde qui d'ailleurs ne s'ouvre guère à lui⁷. Comment, dans ces conditions, pourrait-il, ce coopérant enseignant, imaginer un système scolaire mieux adapté au développement du pays ? C'est bien pourtant ce qu'on lui demande ; il est généralement présent dans les organes de conception et de planification où s'élabore la politique scolaire du pays considéré ; s'il n'y est pas – ce qui est exceptionnel – il constitue par sa seule présence nombreuse un obstacle à certaines transformations et dispose ainsi, sans en être conscient, d'un véritable pouvoir bloquant. Comment en effet réformer fondamentalement un enseignement alors que la majorité des professeurs sont étrangers et destinés à toute autre clientèle. L'illustration la plus spectaculaire de ce blocage est fournie par les États maghrébins qui ont tous décrété l'arabisation de leur enseignement, mais ne peuvent le réaliser faute de professeurs arabophones compétents ; obligés de recourir à des coopérants français qui ne peuvent enseigner qu'en français et ne forment que des francophones, ils ne parviennent pas à sortir de la contradiction dans laquelle ils se trouvent placés⁸.

La coopération entre pays francophones de développement inégal repose sur des illusions qui risquent d'être dangereuses si elles sont ignorées.

L'idée de coopération entre États souverains sous-entend l'égalité des partenaires. Or nous sommes ici dans une coopération pour le développement qui met en rapport des États juridiquement et également souverains, mais inégalement développés. L'ignorer, c'est vouloir camoufler tous les phénomènes de pression et de dépendance qui peuvent en résulter⁹.

La notion de Francophonie risque de n'être qu'un trompe-l'œil culturel dangereux si l'on se refuse à considérer ce que représente pour chacun des partenaires ce fonds culturel qui est censé être un commun dénominateur. Il est évident que le rôle attribué à ce fonds n'est absolument pas le même en France, en Belgique, au Canada, au Maroc, en Côte d'Ivoire ou à Madagascar. L'illusion serait de croire à l'existence d'une communauté linguistique, culturelle et de civilisation, ayant la même valeur pour tous.

On prend mieux conscience aujourd'hui de ce que représente la langue française dans les différents pays francophones¹⁰ ; on sait plus précisément que les pays

7. *La formation des coopérants*, Actes du Colloque organisé par la Commission nationale pour les études interethniques et interculturelles, Mouton, Paris, 1973.

8. Cf. Les chroniques sociales et culturelles de l'*Annuaire de l'Afrique du Nord depuis 1962*, C.N.R.S. ; *Mutations culturelles et coopération au Maghreb*, C.R.E.S.M., C.N.R.S., 1969. Voir aussi le jugement de l'économiste marocain F. OUALALOU ; « L'assistance au personnel technique et culturel a pris des proportions telles qu'elle interdit tout apport de formation nationale et d'épanouissement culturel autonome », *Assistance étrangère face au développement économique du Maroc*, Éd. Maghrébines, 1969, p. 20.

9. Cf. Le colloque de la Société française de Droit international d'Aix-en-Provence (1973) sur *Pays en voie de développement et transformation du Droit international*, Pedone, Paris, 1974 et plus spécialement notre rapport sur *Inégalité économique et évolution du Droit international*. Pour une application, cf. notre contribution « Coopération et dépendance au Maghreb » dans l'ouvrage collectif du Centre de Recherche et d'Études sur les Sociétés méditerranéennes, sur *Indépendance et Interdépendances au Maghreb*, à paraître aux éditions du C.N.R.S., Paris.

10. Pour une évaluation récente *L'enseignement en Afrique tropicale*, étude dirigée par LE THANH KHOI, avec la collaboration de Pierre ACHARD, Véronique CAMPION-VINCENT, François DUBOIS, Ph. HUGON, LE TRINNAM TRAN, Jacqueline PILLET, Paris, I.E.D.E.S., P.U.F., 1971, 463p. On relit aussi avec intérêt le rapport particulier de J. BAILLOU sur « le rôle de l'action culturelle dans la coopération technique », publié en Annexe 16 au *Rapport Jeanneney* de 1963.

africains ne sont francophones qu'au second degré et que leur langue maternelle ne sera peut-être jamais la langue française, même si elle est enseignée dès le début du cycle scolaire; on commence à mesurer la déperdition d'énergie constituée par un enseignement dans une langue qui n'est pas celle de l'environnement familial et social. Mais les États africains savent que la langue française est pour eux la langue de communication avec l'extérieur et aussi la langue de la modernité et donc, dans une large mesure, la langue du développement.

Dans la coopération francophone pour le développement, la Francophonie ne représente qu'un moyen – sans doute essentiel – au service de l'objectif recherché qui est le développement des pays concernés. Le rappel de cette vérité élémentaire permet une réflexion plus vraie sur les aspects culturels de cette forme de coopération.

II – POUR UNE RÉÉVALUATION DES ASPECTS CULTURELS DE LA COOPÉRATION FRANCOPHONE

Quelque vingt ans de coopération francophone n'ont pas donné les résultats espérés. La désillusion est d'ailleurs générale; les bilans et les évaluations se multiplient presque toujours pessimistes¹¹.

Et pourtant le départ s'était fait dans l'optimisme. La décolonisation réalisée le plus souvent sans heurts trop graves; nos partenaires dans leur souveraineté retrouvée ont sollicité l'aide de l'ancienne métropole. Ils l'ont même demandée pour pouvoir reproduire plus fidèlement les schémas métropolitains, rejetant généralement les adaptations suggérées qui leur paraissaient être par rapport au modèle métropolitain un système au rabais. Et c'est ainsi qu'ils se sont donné l'administration générale et locale, l'enseignement, le système sanitaire, l'armée, la diplomatie... que nous connaissons, et qui a nécessité une assistance technique massive et cependant toujours trop parcimonieusement fournie à leur gré.

Dépassés par le nombre de problèmes qui les sollicitaient, les nouveaux États n'ont pris que tardivement conscience de la nécessité de mettre sur pied une véritable politique de coopération. Ils ont paré au plus pressé en s'adressant à tous ceux qui étaient prêts à les aider, à l'ancienne métropole d'abord. Avec le recul des années et la médiocrité des résultats, on en vient à se poser quelques questions plus fondamentales parmi lesquelles celle de la formation des hommes, donc de la langue et de la culture.

Les élites politiques de la décolonisation, formées dans les écoles françaises et souvent au sein du Parlement, du Gouvernement et de l'administration française souhaitaient tout naturellement, dans la ligne coloniale de l'assimilation, s'inspirer le plus possible du modèle métropolitain. Vingt ans plus tard, la nouvelle génération politique, qui n'a pas connu au même degré l'impact colonial, n'hésite pas à mesurer la portée véritable de la Francophonie. Il n'est pas question de renoncer à la langue française, mais d'en apprécier plus exactement le rôle dans une perspective de construction nationale et de développement économique.

La langue française apparaît d'abord comme un outil dont on semble souhaiter qu'il reste culturellement aussi neutre que possible; sachant tout ce qu'une langue véhicule, il lui est demandé de gêner le moins possible un indispensable ressourcement

11. Parmi la littérature considérable sur le sujet citons l'enquête sur les coopérants et la coopération *Esprit*, juillet-août 1970; Tibor MENDE, *De l'aide à la recolonisation*, Paris, 1972; le numéro spécial récent de la revue *Tiers-Monde*, octobre-décembre 1973, sur la *Coopération internationale*.

national; les clés littéraires, historiques, philosophiques qui constituent sa richesse séculaire, sont reléguées au second plan au bénéfice des ouvertures technologiques et scientifiques qu'elle est à même de fournir. Les traditionnels missionnaires de la culture française, même académiciens, n'ont guère de succès dans les capitales africaines, alors qu'on se presse aux conférences des économistes, agronomes ou démographes. La culture liée à la langue française apparaît de plus en plus comme une culture étrangère européenne, appartenant à des pays industriels, riches, radicalement différents des civilisations africaines, par ailleurs si diverses.

Neutraliser les effets culturels d'une langue est une opération intellectuellement concevable mais difficile à réaliser, car elle suppose une modification profonde des politiques et des réflexes culturels. Une nation légitimement fière de sa culture éprouve le besoin de la faire rayonner, de l'exporter¹². Et dans un monde qui tend à s'unifier, il ne s'agit pas seulement du désir sentimental de faire apprécier ce que l'on aime; l'enjeu est plus important puisqu'il s'agit de défendre le rang et à long terme la survie d'une langue et d'une culture auxquelles s'attachent des intérêts économiques et des influences politiques. La France, qui fut au premier rang, sait que les langues sont vulnérables et se rappelle que les civilisations sont mortelles. Et c'est pourquoi il arrive que sa politique culturelle s'exprime en un vocabulaire militaire où il est question de « défense de la langue », de logistique, d'armée pacifique de coopérants¹³.

Accepter dans la coopération pour le développement de réduire la langue à un instrument technique suppose l'abandon de toute ambition d'expansion culturelle, ce qui n'est possible que dans un contexte général de désarmement culturel. Cela suppose par ailleurs une désacralisation de la langue qui, pour répondre mieux aux services attendus, doit être simplifiée dans son orthographe et sa grammaire, et doit retrouver une souplesse, une liberté dans une ambiance de décentralisation créatrice bien étrangère aux traditions du purisme hautain encore triomphant en France. Pour être l'outil technologique réclamé, la langue française doit véhiculer d'autres civilisations, d'autres sciences, d'autres technologies que celles des pays francophones, ce qui suppose une active et ambitieuse politique de traduction dans notre langue des ouvrages importants publiés à l'étranger.

Nous savons déjà qu'il est plus difficile encore de neutraliser culturellement le véhicule de la langue qu'est le coopérant¹⁴. Même bon connaisseur de l'Afrique – ce qui est rare – l'expert européen ne pourra jamais endosser complètement les responsabilités de l'Africain et se substituer exactement à lui. La seule façon de le neutraliser consiste à l'employer à bon escient et à ne pas lui demander de prendre des responsabilités ou des décisions qu'il est ensuite trop facile de reprocher à une coopération qualifiée pour la circonstance de néocolonialiste. De son côté, l'expert se doit d'évaluer aussi exactement que possible les vraies limites du rôle qui lui est confié. Il y a des responsabilités qui ne devraient pas lui être attribuées et qu'il ne devrait jamais accepter¹⁵.

12. Les Américains emploient couramment l'expression *cultural exports*.

13. Cf. H. de MONTERA, *La Francophonie en marche, la Guerre des Cultures*, préface de Michel DEBRÉ, Sedimo, Paris, 1966.

14. Cf. J. Ch. SOURNIA, *L'expert technique et la décolonisation. De l'impérialisme à la décolonisation*, par J. BERQUE et al., Paris, Éd. Minuit, 1965, pp. 445 et 448.

15. René DUMONT, « L'humilité du coopérant », *Esprit*, juillet-août 1970, p. 169.

À cet égard, une réévaluation du rôle du coopérant-enseignant apparaît nécessaire. Elle s'est imposée plus vite dans les pays à forte tradition culturelle et dotés d'une langue de civilisation, tels que les pays arabes du Maghreb ; mais le problème ne se pose peut-être pas très différemment en Afrique francophone. L'ambiguïté culturelle du professeur étranger est inévitable. Le coopérant enseigne selon les programmes nationaux qui s'inscrivent dans le cadre d'une culture nationale. Dans cette opération, la langue utilisée est considérée comme un instrument technique, un simple véhicule des connaissances. Mais ce schéma de prestation reste théorique ; il s'applique à la rigueur pour les mathématiques ; mais comment un professeur français peut-il enseigner la littérature, l'histoire, la géographie, la philosophie, généralement sans outil pédagogique adapté au pays, dans l'esprit national de ressourcement qui préside au désir de mobilisation des énergies pour la construction du pays ? En ce sens, le coopérant arrivé d'Europe avec un contrat de trois ans ne peut être l'enseignant que cherche le pays africain. Il représente d'ailleurs le type même du coopérant de substitution¹⁶ dont les deux États partenaires déclarent vouloir désormais se passer. L'enseignant en coopération ne devrait être qu'un expert consulté pour les réformes pédagogiques, la mise en place de filières, ou la formation des enseignants, et non pas un praticien de l'enseignement.

On comprend mieux alors le paradoxe de l'enseignant coopérant, violemment contesté depuis quelques années et toujours réclamé par les gouvernements africains souvent à l'origine de ces critiques, tant en se plaignant de ne pouvoir recruter suffisamment. En vérité, ces pays manquent d'enseignants et c'est pourquoi ils vont puiser dans le réservoir de la coopération ; mais le coopérant ne peut avoir le profil recherché pour les besoins très spécifiques du pays.

Dans la même perspective, il faudrait admettre que, dans un milieu donné, la proportion d'experts ou de coopérants ne peut dépasser un certain niveau sans risquer d'infléchir les orientations de la vie nationale, ne serait ce que par le fait de l'introduction d'une colonie étrangère à haut traitement qui propage des habitudes de vie difficilement compatibles avec l'austérité nécessaire à une politique de développement.

Par ailleurs, le coopérant se trouve placé, quelles que soient les modalités de son statut, dans une position ambiguë et même contre nature. Ressortissant d'un État, il se met au service d'un autre État vis-à-vis duquel il reste cependant un étranger. Cette situation est, si l'on n'y prend garde, une source de conflit entre les trois partenaires en présence, les deux États et le coopérant. Une méditation approfondie d'un côté comme de l'autre sur le bon usage du coopérant reste une constante nécessité trop longtemps ignorée.

La langue, la culture, le coopérant lui-même constituent les aspects culturels les plus visibles de la coopération. Les mécanismes juridiques et les institutions qui permettent à cette coopération de fonctionner ne sont pas indifférents et peuvent contribuer à augmenter l'impact culturel de la coopération.

16. Sur la signification de cette terminologie, cf. les interventions de M. Xavier DENIAU, rapporteur du budget et de Maurice Schumann, ministre des Affaires étrangères J.O., *Débats parlementaires de l'Assemblée nationale*, 5 novembre 1969, pp. 3287 et 3293. Voir aussi P. LAURENT, *Les relations culturelles scientifiques et techniques de la France*, Rapport annuel de la Direction générale des relations culturelles scientifiques et techniques, 1968-69, p. 8.

Il faut en effet reconnaître que dans la situation d'inégalité de développement où se trouvent les partenaires, les effets de domination viendront toujours du même côté. Ainsi, dans tout accord culturel, l'équilibre est en général formellement respecté. Tout avantage reconnu au partenaire développé, l'est de la même façon au pays en voie de développement. Or il est parfaitement clair que ce dernier n'a aucune chance de pouvoir en profiter; la France a largement utilisé le droit qui lui était donné d'ouvrir dans les États maghrébins des établissements scolaires ou culturels français: aucun des États d'Afrique du Nord n'est en mesure d'en faire autant, malgré l'implantation en France d'une très importante main-d'œuvre émigrée. Mais les États maghrébins qui ont besoin de la coopération de la France n'ont pas voulu lui refuser des avantages dont elle est la seule à pouvoir tirer parti¹⁷.

D'une façon générale, les pays africains apparaissent lors des négociations dans la position de demandeur, ce qui ne les place pas en situation favorable. Il en résulte qu'il est assez facile au pays pourvoyeur d'aide et d'assistance d'imposer les conditions statutaires qui lui paraissent nécessaires. Ces rapports de force imposent des devoirs particuliers aux partenaires développés. Ils doivent d'abord être disposés à reconsidérer, chaque fois qu'on le leur demande, l'équilibre des accords passés. La coopération s'applique à une situation par définition mouvante; en outre, les partenaires eux-mêmes évoluent dans leur analyse des problèmes et dans l'appréciation de leur propre situation.

Le pays riche doit ne jamais oublier qu'il se trouve, parce qu'il est riche, dans une position dominante. Il lui faut être constamment en alerte sur le risque de néo-colonialisme que revêt la moindre de ses entreprises de coopération. Et puisqu'il faut tout de même tenir compte d'intérêts légitimes et de positions à défendre, non point contre les entreprises des pays en voie de développement, mais contre les impérialismes d'autres pays riches, le meilleur calcul dans le domaine culturel pourrait bien être celui du désintéressement. C'est en mettant, sans arrière-pensée, à la disposition des pays défavorisés les instruments les plus appropriés pour leur développement que ces instruments, en portant leurs fruits, ont les meilleures chances d'être adoptés. C'est en s'efforçant de se mettre au service de l'autre que, de surcroît, on sert le mieux ses propres intérêts.

Enfin, et c'est peut être le plus difficile, tout pays riche doit entrer en coopération avec un profond respect de l'autre et, ce respect, il ne l'atteindra vraiment qu'à travers la dimension culturelle, celle qui touche au plus profond de l'homme, à la dignité de l'être individuel et collectif, celle qui seule permet de retrouver la véritable égalité. Alors la puissance politique, économique ou militaire, les niveaux de vie et les prétentions culturelles se trouvent ramenés à leur juste valeur et seule compte la personne humaine avec tout le respect qui lui est dû.

17. Cf. les dispositions de l'Art. 5 de la Convention culturelle entre la France et le Maroc du 5 octobre 1957, reprises dans le 2^e alinéa de l'Art. 1 de la Convention de coopération culturelle et technique entre le Maroc et la France du 13 janvier 1972. Sur l'impact culturel des établissements français au Maroc, voir le jugement porté par Z. DAOUD dans la revue marocaine *LAMALIF* n° 50, septembre 1971: « Actions, limites, avatars et dangers des Centres culturels étrangers ».